

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2140

20 juillet 2016

### SOMMAIRE

Albatros Sustainable S.à r.l. ....	102707	Portofino Trust Inc. ....	102680
Aya Holdings S.A. ....	102704	Prime Focus Luxembourg S.à r.l. ....	102678
O3 Asset Value SICAV ....	102680	Prime Trust Services s.à r.l. ....	102681
Olimpia Partners S.A. ....	102704	Princess Group S.à.r.l. ....	102681
Opensky S.A. ....	102679	Prospector Offshore Drilling Rig Construction S.à r.l. ....	102678
OP II International S.à r.l. ....	102679	PVC Compound Holding S.à r.l. ....	102681
OP International S.à r.l. ....	102678	Realtune Finance S.à r.l. ....	102682
Opra Consulting S.A. ....	102679	Redtop Luxembourg S.à r.l. ....	102682
Opra Consulting S.A. ....	102679	Rinascimento 1 S.à r.l. ....	102682
Opti-Mouse Sàrl ....	102674	RTL 9 S.A. et Cie S.E.C.S. ....	102674
OSCAR Diversify Umbrella SCS, SICAF-FIS .....	102680	Santasalo S.à r.l. ....	102674
OSCAR Germany SCS, SICAF-FIS ....	102679	Talisman Holding S.à r.l. ....	102675
OSCAR International Umbrella SCS SICAV- FIS ....	102680	TFO Investments SA, SPF ....	102674
Pampero International Finance S.à r.l. ....	102714	Thill Romain et Fille S.à r.l. ....	102675
Parsus S.à r.l. ....	102678	TIGr Group, S.à r.l. ....	102676
Pasta-Lux S.à r.l. ....	102677	TIGr Group, S.à r.l. ....	102675
Petrogas Lux S.à r.l. ....	102676	TNN Capital S.A. ....	102676
Petroleum Equity Rho Luxembourg Holding S.à r.l. ....	102677	Togrimat ....	102676
Picadilly Holdings S.A. ....	102677	Tulpenhuis S.A. ....	102682
Placeuro ....	102681	UOI Management ....	102694
Plan Tivan S.A. ....	102674	Viti-Trac S.à r.l. ....	102675
Plexus Investments S.à r.l. ....	102677	We & Co S.à r.l. ....	102675
Poldimo S.A. ....	102681	Whitecourt S.à r.l. ....	102676

**Opti-Mouse Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7560 Mersch, 2B, Centre Marisca.

R.C.S. Luxembourg B 145.948.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 12/05/2016.

Référence de publication: 2016108806/10.

(160080669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Plan Tivan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 70.808.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante: 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016108845/10.

(160080774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Santasalo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 194.320.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108888/9.

(160081361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**RTL 9 S.A. et Cie S.E.C.S., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 51.026.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 mai 2016.

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2016108882/16.

(160081306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**TFO Investments SA, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 59.033.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108935/9.

(160080802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Thill Romain et Fille S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4061 Esch-sur-Alzette, 41-43, rue Clair-Chêne.

R.C.S. Luxembourg B 152.143.

---

*Extrait de l'Assemblée générale extraordinaire du 19 novembre 2015.*

Les associées, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) La démission avec effet immédiat de Monsieur Romain THILL, née à Esch-sur-Alzette, le 12 juillet 1961, demeurant au 41-43, rue Claire-Chêne, L-4061 Esch-sur-Alzette de son poste de gérant technique de la société à responsabilité limitée THILL ROMAIN ET FILLE S.à r.l. est acceptée.

2) Est nommé gérant technique avec effet à partir de ce jour Madame Myriam BRAUN, né à Esch-sur-Alzette, le 8 avril 1965, demeurant professionnellement au 41-43, rue Claire-Chêne, L-4061 Esch-sur-Alzette.

Référence de publication: 2016108937/15.

(160081317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**TIGr Group, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 9, avenue Jean-Pierre Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 179.931.

---

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016108938/9.

(160081017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Viti-Trac S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5448 Schebsange, 88, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 196.096.

---

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 13 mai 2016.

Référence de publication: 2016108963/10.

(160081415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**We & Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-7610 Larochette, 19, place Bleech.

R.C.S. Luxembourg B 186.775.

---

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/05/2016.

Référence de publication: 2016108967/10.

(160081058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

Signature.

---

**Talisman Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 142.249.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2016108931/10.

(160080828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

**TIGr Group, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 9, avenue Jean-Pierre Pescatore.  
R.C.S. Luxembourg B 179.931.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016108939/9.  
(160081018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**TNN Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon Ier.  
R.C.S. Luxembourg B 68.364.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 mai 2016.  
Référence de publication: 2016108940/10.  
(160081050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Togrimat, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4684 Differdange, 8, rue Batty Weber.  
R.C.S. Luxembourg B 12.621.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016108941/9.  
(160080936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Whitecourt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 328.900,00.**

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie.  
R.C.S. Luxembourg B 173.600.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Windhof.  
Whitecourt S.à r.l.  
Référence de publication: 2016108969/11.  
(160081418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

---

**Petrogas Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 2.275.001,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 186.605.

**EXTRAIT**

Il est porté à la connaissance du public qu'en date du 11 janvier 2016, un des actionnaires de la Société a changé de dénomination.

L'actionnaire connu sous la dénomination 1848945 Alberta Ltd porte depuis le 11 janvier 2016 la dénomination: Lux Holdings Alberta Corp.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Fait à Luxembourg, le 19 mai 2016.  
Référence de publication: 2016111925/15.  
(160084966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Petroleum Equity Rho Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.650.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 203.658.

—  
La Société informe que l'adresse professionnelle de Monsieur Michel Thill a été modifiée comme suit avec effet au 4 avril 2016:

287-289 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michel Thill

*Manager*

Référence de publication: 2016111926/14.

(160085063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Picadilly Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 90.169.

—  
*Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire de la société tenue en date du 22 avril 2016:*

Renouvellement des mandats jusqu'à l'assemblée générale de la société en 2022 de:

- Atilio Martin PALMEIRO ayant pour adresse professionnelle le 1975 José Bonifacio, 1406 Buenos Aires, Argentina

- Robert Quinn ayant pour adresse professionnelle le 58 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

- John Kleynhans ayant pour adresse professionnelle le 58 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

- IB Management Services S.A. ayant pour adresse professionnelle le 58 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016111927/16.

(160084618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Plexus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 13.000,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 186.603.

—  
La Société informe que l'adresse professionnelle de Monsieur Michel Thill a été modifiée comme suit avec effet au 4 avril 2016:

287-289 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michel Thill

*Manager*

Référence de publication: 2016111928/14.

(160085059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Pasta-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4470 Soleuvre, 2, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 148.133.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016111939/10.

(160084948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Parsus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 184.460.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Andrea Carniello  
*Manager*

Référence de publication: 2016111923/11.

(160085111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Prime Focus Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 164.184.

*Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 16 Avril 2016*

1. Mr. Shailendra Dwarka Prasad JINDAL a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.
2. Mr. Dinesh Devkishen MANIK, administrateur de sociétés, né à Mumbai (Inde), le 08 juillet 1977, demeurant professionnellement au 63 True North, Road No. 13, MIDC, Andheri East Mumbai 400093 Inde, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée, avec effet au 28 Mars 2016.

Luxembourg, le 29 Avril 2016.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Prime Focus Luxembourg S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016111930/16.

(160084982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Prospector Offshore Drilling Rig Construction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.001,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 165.643.

Par résolution prise en date du 30 mars 2016, le conseil de gérance de la Société a décidé de nommer Madame Sandrine Algrain, né le 06 juin 1977 à Bastogne, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg en tant que déléguée à la gestion journalière de la société, en remplacement de Michael Fletcher Pope.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandrine Algrain  
*Gérant*

Référence de publication: 2016111931/14.

(160084903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**OP International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 813.247,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 134.216.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Munsbach, le 19 mai 2016.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016111907/13.

(160085100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**OSCAR Germany SCS, SICAF-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 177.473.

Le Bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
À Luxembourg, le 17. Mai 2016.  
Référence de publication: 2016111916/11.  
(160084636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**OP II International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 2.349.621,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 134.217.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Fait à Munsbach, le 19 mai 2016.  
*Pour la Société*  
*Un mandataire*  
Référence de publication: 2016111908/13.  
(160085115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Opensky S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 163.071.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016111910/10.  
(160084839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Opra Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4260 Esch-sur-Alzette, 47, rue du Nord.  
R.C.S. Luxembourg B 113.525.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016111911/10.  
(160084937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Opra Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4260 Esch-sur-Alzette, 47, rue du Nord.  
R.C.S. Luxembourg B 113.525.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016111912/10.  
(160084992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**OSCAR Diversify Umbrella SCS, SICAF-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF -  
Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 177.411.

Le Bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 17. Mai 2016.

Référence de publication: 2016111915/11.

(160084635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**OSCAR International Umbrella SCS SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV  
- Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 177.409.

Le Bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 17. Mai 2016.

Référence de publication: 2016111917/11.

(160084634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**O3 Asset Value SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 16, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 185.151.

*Auszug aus dem Protokoll die Ordentliche Generalversammlung der O3 Asset Value SICAV*

Die Ordentliche Generalversammlung der O3 Asset Value SICAV vom 18. Mai 2016 hat folgende Beschlüsse gefasst:

Zur Wahl/ Wiederwahl als Verwaltungsrat stellen sich:

- Frau Anja Richter
- Herr Björn Kogler
- Herr Daniel Van Hove

Die genannten Personen werden von der Generalversammlung, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2017, als Verwaltungsrat gewählt.

Frau Richter und Herr Kogler mit Berufsadresse: 16, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach Herr van Hove mit Berufsadresse: 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg

Die Generalversammlung beschließt, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2017, KPMG Luxembourg Société coopérative, 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Für O3 Asset Value SICAV*

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2016111919/22.

(160084417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Portofino Trust Inc., Société Anonyme.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 88.506.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2016.

Référence de publication: 2016111952/10.

(160084624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---



**Placeuro, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1490 Luxembourg, 16, rue d'Eprenay.  
R.C.S. Luxembourg B 31.183.

*Extrait du procès-verbal du conseil d'administration de Placeuro du 26 avril 2016*

Le Conseil d'Administration a nommé à l'unanimité pour une durée de un an au poste de:

*1) Président du Conseil d'Administration*

Mr Jean-Jacques PIRE

*Le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2016111949/12.

(160084661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Poldimo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.  
R.C.S. Luxembourg B 178.801.

Avec effet au 18 avril 2016, le siège social a été transféré au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg et l'adresse professionnelle d'un administrateur est modifiée comme suit:

- Monsieur Marc THILL, expert-comptable, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.  
Luxembourg, le 19 mai 2016.

Référence de publication: 2016111950/11.

(160084869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Princess Group S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard F.-D. Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 85.011.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2016.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2016111954/12.

(160084873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Prime Trust Services s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-8140 Bridel, 15, rue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 154.907.

Les Comptes Annuels au 25/11/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016111953/9.

(160084281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**PVC Compound Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 185.504.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 mai 2016.

Référence de publication: 2016111957/10.

(160085043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Realtune Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 156.869.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR  
44, avenue J.F. Kennedy  
L-1855 Luxembourg  
Signatures

Référence de publication: 2016111960/13.

(160084907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Redtop Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 181.705.

Les comptes annuels au 31 juillet 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mai 2016.

Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2016111961/12.

(160084680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Rinascimento 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 137.516.

*Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 17 mai 2016*

1. Monsieur Hugo FROMENT a démissionné de son mandat de gérant.
2. Monsieur Joé Greis, administrateur de sociétés, née le 26 janvier 1986 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 19 mai 2016.

Pour extrait et avis sincères et conformes  
*Pour Rinascimento 1 S.à r.l.*  
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2016111963/17.

(160084597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

---

**Tulpenhuis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 206.033.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen on the third day of May,  
Before us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Stichting Holding Tulpenhuis, a Dutch foundation (Stichting), having its statutory office at De entree 99, -197, 1101HE Amsterdam, the Netherlands and registered with the Amsterdam Chamber of Commerce under number 65909658,

here represented by Peggy Simon, employee, whose professional address is in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a power of attorney given in Amsterdam, on April 29, 2016.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows, the articles of association of a public company limited by shares (*société anonyme*), which is hereby incorporated:

### **I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is “TULPENHUIS S.A.” (the Company). The Company is a public company limited by shares (*société anonyme*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Company Law), the law of March 22, 2004 on securitisation as amended (the Securitisation Law and together with the Company Law, the Laws) and these articles of association (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of directors (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

#### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company may enter into any type of securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law and in particular it may acquire, originate (to the extent permitted) or assume, directly or indirectly or through another entity, risks relating to any kind of loans, receivables and mortgage loans secured by residential property situated in The Netherlands and originated by entities belonging to the Tulp Hypotheken group of companies (the Underlying Assets) and to directly or indirectly invest in, acquire, originate, hold and dispose of the Underlying Assets.

3.2. The Company may issue shares, notes, bonds, debentures and any kind of equity or debt securities whose value or yield depend on the risks relating to the Underlying Assets. The Company may borrow in any form within the limits of the Securitisation Law.

3.3. The Company may originate loans and lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, within the limits of the Securitisation Law.

3.4. The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to debt and equity securities, other similar instruments, rights or participations in the Underlying Assets.

3.5. The Company may give guarantees and grant pledges, mortgages or any other types of security interests over all or some of its assets within the limits of the Securitisation Law.

3.6. The Company may establish one or more Compartments (as defined below) to directly or indirectly invest in, acquire, hold and dispose of one or more Underlying Assets.

3.7. The Company may freely dispose of, and assign, its assets on such terms as determined by the Board from time to time.

3.8. The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

3.9. The Company may carry out any commercial or financial transactions which relate directly or indirectly to the foregoing objects, it being understood that the Company must have a passive attitude when managing its assets (in particular the Underlying Assets), accordingly, it cannot engage in commercial, trading or entrepreneurial activities or any other activities pursuant to which it would act as entrepreneur or merchant and generate a personal risk as a result of such activities.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

## II. Capital - Shares

### Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) divided into thirty-one thousand (31,000) ordinary shares having a par value of one euro (EUR 1) each in registered form (the Ordinary Shares).

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

### Art. 6. Shares.

6.1. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives) only and may not be converted into shares in bearer form.

6.2. A register of shares is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.3. A share transfer is carried out by entering in the register of shares, a declaration of transfer, duly dated and signed by the transferor and the transferee or by their authorised representatives and following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code. The Company may also accept as evidence of a share transfer other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

6.4. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Company Law.

6.6. The redemption price of the shares of the Company (the Redemption Price) is calculated by the Board or by such person appointed by the Board on the basis of the net asset value of the Company. The Redemption Price may be paid either in form of a cash distribution or of a distribution in kind or one part in cash and one part in kind.

### Art. 7. Compartments.

7.1. The Board may create one or more compartments within the Company (the Compartment or the Compartments). Each Compartment shall, unless otherwise provided for in the resolution of the Board creating such Compartment, correspond to a distinct part of the assets and liabilities of the Company. The resolution of the Board creating one or more Compartments, or amending the same, shall be binding as of the date of such resolutions against any third party.

7.2. As between investors and creditors, each Compartment of the Company shall be treated as a separate entity. Rights of investors and creditors of the Company that (i) have, when coming into existence, been designated as relating to a Compartment or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a Compartment are, except if otherwise provided for in the resolution of the Board having created the relevant Compartment, strictly limited to the assets of that Compartment and the assets of that Compartment shall be exclusively available to satisfy such investors and creditors. Investors and shareholders of the Company whose rights are not related to a specific Compartment shall have no rights to the assets of any Compartment. All fees and expenses not attributed to any specific Compartment of the Company shall be allocated and invoiced to all the Compartments of the Company on an equal basis and pro rata temporis for compartments created within the relevant invoicing period, or in any other reasonable manner determined by the Board.

7.3. Each Compartment of the Company may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another Compartment or of the Company itself.

## III. Management - Representation

**Art. 8. Board of directors.** The Company shall be managed by the Board, which shall comprise at least three (3) members. The directors need not be shareholders.

### 8.1. Composition of the Board

(i) The General Meeting appoints the directors and determines their number, remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for more than six (6) years and are re-eligible.

(ii) Directors may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting.

(iii) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative who represents such entity in its duties as a director. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if it had exercised its functions in its own name and on its own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(iv) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(v) If the office of a director becomes vacant, the majority of the remaining directors may fill the vacancy on a provisional basis until the final appointment is made by the next General Meeting.

### 8.2. Powers of the Board

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Company Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly.

If the day-to-day management is delegated to one or several directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fees and/or any other advantages granted to such director(s) during the relevant financial year.

### 8.3. Procedure

(i) The Board must appoint a chairman among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board meets upon the request of the chairman or any two (2) directors, at the place indicated in the notice which, in principle, is in Luxembourg.

(iii) Written notice of any meeting of the Board is given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a director, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may grant a power of attorney to any other director in order to be represented at any meeting of the Board.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Resolutions of the Board shall be validly adopted by a majority of the votes of the directors present or represented. The resolutions of the Board shall be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the directors present or represented.

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(ix) Any director having an interest conflicting with that of the Company in a transaction carried out otherwise than under normal conditions in the ordinary course of business, must advise the Board thereof and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in these deliberations. A special report on the relevant transaction(s) is submitted to the shareholders before any vote, at the next General Meeting.

### 8.4 Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) directors.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the joint or single signature of any persons to whom special signatory powers have been delegated by the Board.

### **Art. 9. Sole director.**

9.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the Company may be managed by a sole director until the ordinary General Meeting following the introduction of an additional shareholder. In such case, any reference in the Articles to the Board or the directors is to be read as a reference to such sole director, as appropriate.

9.2. The transactions entered into by the Company may be recorded in minutes and, unless carried out under normal conditions in the ordinary course of business, must be so recorded when entered with its sole director having a conflicting interest.

9.3. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole director or by the joint or single signature of any persons to whom special signatory powers have been delegated.

**Art. 10. Liability of the directors.** The directors may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Laws.

## **IV. Shareholder(s)**

### **Art. 11. General meetings of shareholders.**

#### 11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at general meetings of shareholders (the General Meeting). The General Meeting has the broadest powers to adopt and ratify all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Each share entitles to one (1) vote.

#### 11.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) General Meetings are held at such place and time as specified in the notices.

(ii) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(iii) A shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

(iv) Each shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

(v) Each shareholder may vote by way of voting forms provided by the Company. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to vote in favour, against or abstain from voting. Voting forms must be sent back by the shareholders to the registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention, are void.

(vi) Resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The extraordinary General Meeting may amend the Articles only if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Company. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Mémorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meeting, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

#### **Art. 12. Sole shareholder.**

12.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Company Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the General Meeting is to be read as a reference to such sole shareholder, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes.

### **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

#### **Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the officers, directors and external auditors towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the balance sheet at the registered office of the Company.

13.4. On separate accounts (in addition to the accounts held by the Company in accordance with the Company Law and normal accounting practice), the Board shall determine at the end of each financial year, a result of each Compartment to be determined as follows:

13.5. The result of each Compartment will consist in the balance of all income, profits or other receipts paid or due in any other manner in relation to the relevant Compartment (including capital gains, liquidation surplus, dividend distribution) and the amount of the expenses, losses, taxes and other transfers of funds incurred by the Company during its exercise and which can regularly and reasonably be attributed to the management and operation of such Compartments (including fees, costs, corporate income tax on capital gain, expenses relating to dividend distribution).

13.6. The shareholders will approve such separate accounts simultaneously with the accounts held by the Company in accordance with the Company Law and normal practice.

13.7. The annual General Meeting is held at the address of the registered office or at such other place in the municipality of the registered office, as may be specified in the notice, on the second Tuesday of June of each year at 10.00 a.m.. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting is held on the following business day.

13.8. The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

**Art. 14. Réviseurs d'entreprises.** The accounts of Company shall be audited by an external auditor (réviseur d'entreprises) to be appointed by the Board in accordance with article 48 of the Securitisation Law.

#### **Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by the Company Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The Company's net profits available for distribution, after deduction of the allocation to the statutory reserve whenever such allocation is required by the Company Law, shall be distributed as dividends on the shares. The Company aims to distribute such profit with a time frame of five (5) years following declaration by the General Meeting of the net



profit of the relevant year. Any net profits which at the end of a given financial year have not been declared (and not been distributed) as dividend payable shall continue to accrue to the sole benefit of the holders of the shares of the Company and will be distributed as a dividend at a later stage.

15.3. The General Meeting determines how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

15.4. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) the decision to distribute interim dividends is taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts; and
- (iv) in their report to the Board, as applicable, the réviseurs d'entreprises must verify whether the above conditions have been satisfied.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting appoints one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determines their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company. Any liquidation of the Company must be conducted in accordance with article 7 on a Compartment by Compartment basis.

16.2. The surplus resulting from the realisation of assets and payment of the liabilities of the Company on a Compartment by Compartment basis shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares.

## VII. General provision

**Art. 17. Prohibition to petition for bankruptcy of the Company or to seize the assets of the Company.** In accordance with article 64 of the Securitisation Law, any investor (the Investor) in, and any creditor (the Creditor) and shareholder of, the Company and any person which has entered into a contractual relationship with the Company (the Contracting Party) agrees not to (1) petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company or (2) seize any assets of the Company, irrespective of whether the assets in question belong to (i) the compartment in respect of which the Investor has invested or in respect of which the Creditor or the Contracting Party have contractual rights against the Company, (ii) any other Compartment or (iii) the assets of the Company which have not been allocated to a compartment (if any). For the avoidance of doubt, the foregoing shall not prevent the granting by the Company of security interests over its assets in favour of its Investors, Creditors and Contracting Parties and the enforcement of such security interests.

### **Art. 18. Limited Recourse.**

18.1. The Investors and the Creditors acknowledge and accept that once all the assets allocated to the compartment under which they have invested or in respect of which their claims have arisen, have been realised, they are not entitled to take any further steps against the Company or any other of its compartments to recover any further sums due and the right to receive any such sum shall be extinguished.

18.2. The Investors and the Creditors expressly accept, and shall be deemed to have accepted by entering into contractual obligations with the Company, that priority of payment and waterfall provisions will be included in the relevant issue documentations and they expressly accept, and shall be deemed to have accepted the consequences of such priority of payments and waterfall provisions.

18.3. The rights of the shareholders of the Company are limited to the assets of the Company which are not allocated to a compartment.

### **Art. 19. Other general provisions.**

19.1. Notices and communications are made or waived and circular resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

19.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

19.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video con-

ference are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

19.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

#### *Transitory provision*

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2016.

#### *Subscription and payment*

Stichting Holding Tulpenhuis, represented as stated above, subscribes to thirty one thousand (31,000) Ordinary Shares, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of thirty one thousand Euro (EUR 31,000).

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1.400.-).

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed share capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as directors of the Company until the annual general meeting to be held in 2022:

- Mr. Juan Alvarez Hernandez, director, having his professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Kailash Ramassur, director, having his professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Ms. Beata Wlodarczak, director, having her professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Echternach, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le trois mai,

Par-devant, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

Stichting Holding Tulpenhuis, une fondation (Stichting) néerlandaise, ayant son siège statutaire à De entree 99, -197, 1101HE Amsterdam, les Pays-Bas et immatriculée auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 65909658,

ici représentée par Peggy Simon, employée, avec adresse professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée à Amsterdam, le 29 avril 2016.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme qui est ainsi constituée et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

#### **I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est «TULPENHUIS S.A.» (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et, en particulier, par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés), par la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation telle que modifiée (la Loi sur la Titrisation et avec la Loi sur les Sociétés, les Lois), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans la commune de Luxembourg par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être



transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du Conseil, des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société, qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

### **Art. 3. Objet social.**

3.1. La Société peut conclure toute forme d'opération de titrisation au sens de la Loi sur la Titrisation et, plus particulièrement, elle peut acquérir, accorder (dans la mesure où cela est autorisé) ou assumer, directement ou indirectement ou par l'intermédiaire de toute autre entité, les risques relatifs à tout type de prêts, créances et prêts hypothécaires garantis par des biens résidentiels situés aux Pays-Bas et octroyés par des entités appartenant au groupe Tulp Hypotheken (les Actifs Sous-Jacents) et investir directement ou indirectement dans, acquérir, accorder, détenir ou céder les Actifs Sous-Jacents.

3.2. La Société peut émettre des actions, des obligations, des billets à ordre, des titres de dettes assortis avec des sûretés ("debenture") et des titres de dettes ou de capital dont la valeur ou le rendement dépendent des risques relatifs aux Actifs Sous-Jacents. La Société peut emprunter sous toute forme quelle qu'elle soit endéans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.3. La Société peut octroyer des prêts et prêter des fonds y compris les revenus de tous emprunts et/ou d'émissions de valeurs mobilières, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.4. La Société peut conclure toutes transactions par lesquelles elle acquière ou assume, directement ou indirectement ou par l'intermédiaire d'une autre entité, les risques relatifs aux valeurs mobilières de dettes ou de capital, d'autres instruments similaires, des droits ou des participations dans les Actifs Sous-Jacents.

3.5. La Société peut donner des garanties et accorder des gages, hypothèques ou tout autre type de sûretés sur la totalité ou une partie de ses actifs endéans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.6. La Société peut créer un ou plusieurs Compartiments (tels que définis ci-dessous) afin d'investir directement ou indirectement, d'acquérir, détenir et disposer d'un ou plusieurs Actifs Sous-Jacents.

3.7. La Société peut librement disposer de, et transférer, ses actifs sous les conditions telles que déterminées par le Conseil.

3.8. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes les techniques et utiliser tous les instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris les techniques et instruments destinés à la protéger contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.9. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales ou financières en relation directe ou indirecte avec son objet social, étant entendu que la Société doit adopter une attitude passive en ce qui concerne la gestion de ses actifs (en particulier les Actifs Sous-Jacents), en conséquence, elle ne peut pas effectuer des activités commerciales, de négociation ou d'entreprise ou toutes autres activités en vertu desquelles elle agirait en qualité d'entrepreneur ou de commerçant et engendrerait un risque personnel en raison de ces activités.

### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

## **II. Capital - Actions**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000), représenté par trente-et-un mille (31.000) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune sous forme nominative (les Actions Ordinaires).

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par une résolution de l'Assemblée Générale, délibérant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

### **Art. 6. Actions.**

6.1. Les actions sont et resteront des actions nominatives uniquement et ne peuvent pas être converties en actions au porteur.

6.2. Un registre des actions est tenu au siège social et il peut être consulté par chaque actionnaire qui en fait la demande.

6.3. Une cession d'actions est réalisée par l'inscription d'une déclaration de cession dans le registre des actions, dûment datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires habilités et suivant une notification à ou acceptation de la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société peut également accepter comme preuve d'une cession d'actions d'autres documents attestant l'accord conclu entre le cédant et le cessionnaire.

6.4. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

6.5. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés.

6.6. Le prix de rachat des actions de la Société (le Prix de Rachat) est calculé par le Conseil ou par cette personne nommée par le Conseil en se basant sur la valeur d'actif net de la Société. Le Prix de Rachat peut être versé soit sous la forme d'une distribution en numéraire ou d'une distribution en nature ou une partie en numéraire et une partie en nature.

#### **Art. 7. Compartiments.**

7.1. Le Conseil peut créer un ou plusieurs compartiments au sein de la Société (le Compartiment ou les Compartiments). Sauf disposition contraire dans la résolution du Conseil créant ce Compartiment, chaque Compartiment devra correspondre à une partie distincte de l'actif et du passif de la Société. La résolution du Conseil créant un ou plusieurs Compartiments, ainsi que toutes modifications subséquentes, seront opposables vis à vis des tiers, à compter de la date de ces résolutions.

7.2. Aussi bien à l'égard des investisseurs et des créanciers, chaque Compartiment de la Société devra être traité comme une entité séparée. Les droits des investisseurs et des créanciers de la Société qui (i) lorsqu'ils sont entrés en existence, ont été désignés comme rattachés à un Compartiment ou (ii) sont nés de la création, du fonctionnement ou de la mise en liquidation d'un Compartiment sont, sauf disposition contraire dans la résolution du Conseil créant ce Compartiment, strictement limités aux actifs de ce Compartiment et les actifs de ce Compartiment seront exclusivement disponibles pour satisfaire ces investisseurs et ces créanciers. Les investisseurs et les actionnaires de la Société dont les droits ne sont pas rattachés à un Compartiment déterminé n'auront aucun droit aux actifs de tout Compartiment. Toutes les factures et dépenses non attribuées à un Compartiment déterminé seront attribuées et facturées à tous les Compartiments de la Société sur une base égalitaire et pro rata temporis pour les compartiments créés pendant la période de facturation en question, ou de toute autre manière raisonnablement décidée par le Conseil.

7.3. Chaque Compartiment de la Société peut être liquidé séparément sans que cette liquidation n'entraîne la liquidation d'un autre Compartiment ou de la Société elle-même.

### **III. Gestion - Représentation**

**Art. 8. Conseil d'administration.** La Société est gérée par le Conseil, qui est composé d'au moins trois (3) membres. Les administrateurs ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

#### **8.1. Composition du Conseil**

(i) L'Assemblée Générale nomme les administrateurs et détermine leur nombre, rémunération et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont nommés pour une durée de six (6) ans maximum et sont rééligibles.

(ii) Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment (avec ou sans motif) par une résolution de l'Assemblée Générale.

(iii) Si une personne morale est nommée en qualité d'administrateur, elle doit nommer un représentant permanent qui représente cette personne dans ses fonctions d'administrateur. Le représentant permanent est soumis aux mêmes règles et supporte les mêmes responsabilités comme s'il avait exercé ses fonctions en son propre nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire et conjointe de la personne morale qu'il représente.

(iv) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, la personne morale doit immédiatement nommer un autre représentant permanent.

(v) Si le poste d'un administrateur devient vacant, la majorité des administrateurs restants peut pourvoir au poste vacant à titre provisoire jusqu'à la nomination définitive effectuée par la prochaine Assemblée Générale.

#### **8.2. Pouvoirs du Conseil**

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'actionnaire ou aux actionnaires par la Loi sur les Sociétés ou les Statuts seront de la compétence du Conseil, qui a tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, par le Conseil.

(iii) Le Conseil est autorisé à déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société à cet égard, à un ou plusieurs administrateurs, fondés de pouvoir, ou autres agents, actionnaires ou non, agissant soit individuellement ou soit conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit faire un rapport à l'Assemblée Générale annuelle de tout salaire, honoraires et/ou tous autres avantages accordés à cet /ces administrateur(s) pendant l'exercice social concerné.

#### **8.3. Procédure**

(i) Le Conseil doit nommer un président parmi ses membres et peut choisir un secrétaire, administrateur ou non, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des Assemblées Générales.

(ii) Le Conseil se réunit sur demande du président ou de deux (2) administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui, en principe, est à Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs un avis écrit de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence sont mentionnés dans l'avis de convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est exigée si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut aussi renoncer à la convocation à une

réunion, que ce soit avant ou après la réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions qui sont tenues aux heures et aux lieux indiqués dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut se faire représenter à toute réunion du Conseil en désignant par procuration tout autre administrateur comme son mandataire.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil seront valablement prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Les décisions du Conseil seront consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les administrateurs présents ou représentés.

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

(viii) Les résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et ont force exécutoire comme si elles avaient été adoptées à une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur ayant un intérêt contraire à celui de la Société concernant une transaction réalisée autrement que dans des conditions normales dans la pratique courante des affaires, doit en informer le Conseil et faire inscrire sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. L'administrateur concerné ne peut pas prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial sur la ou les transactions(s) est soumis aux actionnaires avant tout vote, à la prochaine Assemblée Générale.

#### 8.4. Représentation

(i) La Société sera engagée à tout moment vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux (2) administrateurs.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

#### **Art. 9. Administrateur unique.**

9.1. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1), la Société peut être administrée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire. Dans ce cas, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux administrateurs doit être interprétée le cas échéant comme une référence à cet administrateur unique.

9.2. Les transactions conclues par la Société peuvent être consignées dans des procès-verbaux et, à moins d'être effectuées dans des conditions normales dans la pratique courante des affaires, doivent être ainsi enregistrées lorsqu'elles sont conclues avec son administrateur unique ayant un intérêt contraire.

9.3. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'administrateur unique ou par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

**Art. 10. Responsabilités des administrateurs.** Les administrateurs ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et aux Lois.

### **IV. Actionnaire(s)**

#### **Art. 11. Assemblées générales des actionnaires.**

##### 11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées en assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.

##### 11.2. Convocations, quorum, majorité et procédures de vote

(i) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(ii) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(iii) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne, actionnaire ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(iv) Chaque actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tous autres moyens de communication similaires permettant à l'ensemble des personnes prenant part à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

(v) Chaque actionnaire peut voter à l'aide des bulletins de vote fournis par la Société. Les bulletins de vote contiennent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, le texte des résolutions proposées ainsi que pour chaque résolution, trois cases qui permettent de voter en faveur, contre ou de s'abstenir de voter. Les bulletins de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social. Seuls les bulletins de vote reçus avant l'Assemblée Générale sont pris en considération

pour le calcul du quorum. Les bulletins de vote sur lesquels ne figurent ni une voix (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(vi) Les résolutions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, indépendamment de la proportion du capital social représenté.

(vii) L'Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si au moins la moitié du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de toutes modifications proposées concernant l'objet ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par des annonces publiées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant la réunion au Mémorial et dans deux journaux luxembourgeois. Ces annonces reproduisent l'ordre du jour de l'Assemblée Générale et indiquent la date et l'issue de la précédente Assemblée Générale. La deuxième Assemblée Générale délibère valablement indépendamment de la proportion du capital représenté. Aux deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

#### **Art. 12. Actionnaire unique.**

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi sur les Sociétés à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique.

12.3. Les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux.

### **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

#### **Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.**

13.1. L'exercice social commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil prépare le bilan et le compte de résultats, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société et les dettes des agents, administrateurs et réviseur d'entreprises envers la Société 13.3. Chaque actionnaire peut consulter le bilan au siège social de la Société.

13.4. Sur des comptes séparés (en plus des comptes tenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés et à la pratique comptable courante), le Conseil déterminera à la fin de chaque exercice social, un résultat de chaque Compartiment comme suit:

13.5. Le résultat de chaque Compartiment sera le solde entre tous revenus, bénéfices ou autres produits payés ou dus sous quelque forme que ce soit relatifs au Compartiment concerné (y compris des plus-values, des bonis de liquidation, des distributions de dividendes) et le montant des dépenses, pertes, impôts et autres transferts de fonds encourus par la Société durant cet exercice et qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués à la gestion et au fonctionnement de ces Compartiments (y compris les honoraires, frais, impôts sur plus-values, dépenses relatives à la distribution de dividendes).

13.6. Les actionnaires approuveront ces comptes séparés simultanément avec les comptes tenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés et à la pratique courante.

13.7. L'Assemblée Générale annuelle est tenue au siège social ou à tout autre endroit dans la commune du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième mardi du mois de juin de chaque année à 10h00. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle sera tenue le jour ouvrable suivant.

13.8. L'Assemblée Générale annuelle peut être tenue à l'étranger, si selon le jugement absolu et définitif du Conseil, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

**Art. 14. Réviseurs d'entreprises.** Les comptes de la Société seront audités par un réviseur d'entreprises externe que le Conseil devra nommer conformément à l'article 48 de la Loi sur la Titrisation.

#### **Art. 15. Affectation des bénéfices.**

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être exigée lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les bénéfices nets de la Société disponibles pour une distribution, après déduction de l'affectation à la réserve statutaire lorsque cette affectation est exigée par la Loi sur les Sociétés, seront distribués sous forme de dividendes sur les actions. La Société a pour but de distribuer ce bénéfice dans un délai de cinq (5) ans à compter de la déclaration par l'Assemblée Générale du bénéfice net de l'exercice concerné. Tous bénéfices nets qui à la fin d'un exercice social donné n'ont pas été déclarés (et pas distribués) en tant que dividende exigible continueront de s'accumuler au profit unique des détenteurs d'actions de la Société et seront distribués sous la forme de dividende à l'étape supérieure.

15.3. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut affecter ce solde au paiement d'un dividende, le transférer sur un compte de réserve ou le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

15.4. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur est prise par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) dans leur rapport au Conseil, si applicable, les réviseurs d'entreprises doivent vérifier si les conditions ci-dessus ont été remplies.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, agissant selon les modalités prévues pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, afin de réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société. Toute liquidation de la Société doit être réalisée conformément à l'article 7 pour chaque Compartiment.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société pour chaque Compartiment sera distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

## VII. Dispositions générales

**Art. 17. Interdiction d'assigner la Société en faillite ou de saisir les biens de la Société.** Conformément à l'article 64 de la Loi sur la Titrisation, tout investisseur (l'Investisseur), et tout créancier (le Créancier) et tout actionnaire de la Société et toute autre personne ayant contracté avec la Société (la Partie Contractante) acceptent de ne pas (1) assigner la Société en faillite ou de demander à son encontre l'ouverture de toute procédure collective ou d'assainissement ou (2) saisir tout actif de la Société, indépendamment du fait que les actifs en question appartiennent (i) au compartiment dans lequel l'Investisseur a investi ou en vertu desquels le Créancier ou la Partie Contractante ont des droits contractuels envers la Société, (ii) à tout autre compartiment ou (iii) aux actifs de la Société qui n'ont pas été alloués à un compartiment (le cas échéant). Pour lever tout doute, les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'octroi par la Société de sûretés sur ses actifs en faveur de ses Investisseurs, de ses Créanciers et de ses Parties Contractantes et à la réalisation de ces sûretés.

### Art. 18. Recours Limité.

18.1. Les Investisseurs et les Créanciers reconnaissent et acceptent qu'à partir du moment où les actifs alloués au compartiment dans lequel ils ont investi ou à l'égard duquel leurs créances sont nées, ont été réalisés, ils ne seront plus autorisés à prendre quelconque mesure supplémentaire envers la Société ou tout autre de ses compartiments pour récupérer toutes sommes supplémentaires éventuellement dues et le droit de recevoir de telles sommes sera éteint.

18.2. Les Investisseurs et les Créanciers acceptent expressément, et sont réputés avoir accepté, en concluant des accords contractuels avec la Société, que des priorités de paiements et des règles relatives à la cascade des paiements seront incluses dans les différentes documentations d'émission, et acceptent expressément et sont réputés avoir accepté les conséquences découlant de ces priorités de paiements et de ces cascades des paiements.

18.3. Les droits des actionnaires de la Société sont limités aux actifs de la Société qui ne sont pas alloués à un compartiment.

### Art. 19. Autres dispositions générales.

19.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

19.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

19.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

19.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les actionnaires.

### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et prend fin au 31 décembre 2016.

*Souscription et Libération*

Stichting Holding Tulpenhuis, représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à trente-et-un mille (31.000) Actions Ordinaires, et accepte de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de trente-et-un mille euros (EUR 31.000).

*Frais*

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incombent à la Société en raison de sa constitution s'élèvent à environ mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

*Résolutions de l'actionnaire unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateurs de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2022:

- M. Juan Alvarez Hernandez, administrateur, avec adresse professionnelle au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Kailash Ramassur, administrateur, avec adresse professionnelle au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Mme Beata Wlodarczak, administratrice, avec adresse professionnelle au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: P.SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 06 mai 2016. Relation: GAC/2016/3596. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016108947/652.

(160080988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

**UOI Management, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 206.051.

—  
STATUTES

In the year two thousand sixteen, on the sixth day of May.

Before us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

- Mr Pablo GARCÍA GÓMEZ, born on 5 February 1974 in Seville (Spain), professionally residing at Immeuble "Le Labor", 30 boulevard Princesse Charlotte, MC-98000 Monaco;

- Mr. Alexandre ANDLAUER, born on 17 November 1984 in Stuttgart (Germany), professionally residing at 48, boulevard des Batignolles, F-75017 Paris, France;

- Mr. Christophe HECKER, born on 22 mars 1984 in Saverne (France), professionally residing at 3, rue de l'Epeautre, F-67370 Schnersheim, France.

all here represented by Mr Mustafâ NEZAR, lawyer, residing professionally at Luxembourg, by virtue of three (3) powers of attorney given under private seal.



The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as described above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

### **I. Name - Registered office - Corporate object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is UOI Management (the Company). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in the City of Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (*conseil de gérance*) (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles in article 10.2 (vii) hereof.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

#### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The purpose of the Company is to act as the managing general partner (*associé gérant commandité*) of UOI Real Estate SICAV-SIF a specialised investment fund (*fonds d'investissement spécialisé* or SIF) governed by the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds as amended.

3.2. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is established for an unlimited duration.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting 1 (one) or several shareholder(s).

### **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital of the Company is set at EUR 12,600 (twelve thousand six hundred euros), represented by 126 (one hundred and twenty six) shares in registered form, having a par value of EUR 100 (one hundred euros) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased 1 (one) or several time(s) by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles in article 10.2 (vii) hereof.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares shall be indivisible and the Company shall recognise only one (1) owner per share.

6.2. Shares shall be freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares shall be freely transferable to third parties.

Where the Company has more than 1 (one) shareholder, the transfer of shares (*inter vivos*) to third parties shall be subject to the prior approval of the shareholders representing at least 3/4 (three-quarters) of the share capital.

The transfer of shares to third parties by reason of a shareholder's death must be approved by the shareholders representing 3/4 (three-quarters) of the rights owned by the survivors.

A share transfer shall only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

### III. Management - Representation

#### Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by at least 3 (three) managers (gérants) appointed by the general meeting of shareholders, which shall set the term of their office. The managers will constitute the Board.

The Board shall be constituted of at least one class A manager (Class A Manager) and one class B manager (Class B Manager).

The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

#### Art. 8. Powers of the managers and meetings of the Board.

##### 8.1. Powers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles shall fall within the competence of the Board, who shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object set forth in article 3 hereof.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to 1 (one) or more agent(s) by a resolution of the Board.

##### 8.2. Procedure

(i) The Board shall meet upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice shall be required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager before a meeting. Separate written notices shall not be required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a written power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board may elect a chairman from among its members, and the Board may appoint a secretary from among its members.

(vi) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members (including at least one Class A Manager and one Class B Manager) is present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a global majority of the votes of at least one Class A Manager and one Class B Manager present or represented. The resolutions of the Board shall be recorded in minutes signed by the chairman and the secretary of the meeting or, if no chairman and secretary have been appointed, by all the managers present or represented.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by such means shall be deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(viii) Written resolutions signed by all the managers (the Managers Written Resolutions), shall be valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

##### 8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

(ii) The Company shall be bound towards third parties in all matters whose value does not exceed EUR 5.000 (five thousand euros) by the sole signature of one Class A Manager.

(iii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by a resolution of the Board.

**Art. 9. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation of any commitment validly made by them in the name of the Company.

### IV. Shareholder(s)

#### Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

##### 10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Written Resolutions) in case the number of shareholders of the Company is less than or equal to 25 (twenty-five).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Written Resolutions, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution(s). Shareholders Written Resolutions signed by



all the shareholders shall be valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to 1 (one) vote.

#### 10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders shall be convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than 1/2 (one-half) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least 8 (eight) calendar days in advance of the date of the meeting.

(iii) General Meetings shall be held at such place and time specified in the notices of the meetings.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of written consultations shall be passed by shareholders owning more than 1/2 (one-half) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting or by written consultations by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) Where resolutions are to be adopted by way of written consultations, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed and a voting form, and shall return its voting form in the condition set forth by the Board.

(viii) The Articles may be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least 3/4 (three-quarters) of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

**Art. 11. Sole shareholder.** The provisions of this article 11 shall only be applicable if, and only for so long as the Company has a sole shareholder.

11.1 The sole shareholder shall exercise all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Written Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

### V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

#### **Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.**

12.1. The financial year begins on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

12.2. Each year, the Board shall prepare the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office of the Company.

12.4. The balance sheet and profit and loss account shall be approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Written Resolutions within 6 (six) months from the closing of the financial year.

#### **Art. 13. Allocation of profits.**

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

i. interim accounts are drawn up by the Board;

ii. such interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

iii. the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

iv. the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

v. where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted by a majority (in number) of the shareholders holding 3/4 (three-quarters) of the share capital. The shareholders shall appoint 1 (one) or several liquidator(s), who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by a resolution of the shareholders, the liquidator(s) shall have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

15.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

### Art. 15. Miscellaneous.

15.1. Notices and communications shall be made or waived and the Managers Written Resolutions as well as the Shareholders Written Resolutions shall be evidenced in writing, sent by mail, telefax, e-mail or any other means of electronic communication to the Managers in the case of Written Resolutions and to the shareholders in case of Shareholders Written Resolutions.

15.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

15.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Written Resolutions or the Shareholders Written Resolutions, as the case may be, are affixed on one (1) original or on several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

15.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of an applicable laws and regulations, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

### *Transitory provision*

The first financial year begins on the date of this deed and ends on 31 December 2016.

### *Subscription and payment*

Thereupon the above-named parties have declared to subscribe to the total of 126 (one hundred twenty six) shares having each a par value of EUR 100 (one hundred euros) as follows:

Christophe HECKER . . . . .	42 shares
Alexandre ANDLAUER . . . . .	42 shares
Pablo GARCIA GOMEZ . . . . .	42 shares
Total: . . . . .	<u>126 shares</u>

by a contribution in cash, so that the amount of EUR 12,600 (twelve thousand six hundred euros) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the notary.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euros (1,200.-).

### *Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entire subscribed capital held an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

1. the following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

#### *Class A Manager:*

- Mr. Rodrigo DE FREITAS-BRANCO, born on 23 July 1963 in Lisbon (Portugal), Managing Director, Rodricks S.A., with professional address at 59, rue du Verger, L-2665 Luxembourg;

#### *Class B Managers:*

- Mr Christophe HECKER, born on 22 March 1984 in Saverne (France), Manager, US Oil Invest, with professional address at 3, rue de l'Epeautre, F- 67370 Schnersheim, France;

- Mr Alexandre ANDLAUER, born on 17 November 1984 in Stuttgart (Germany), Head of Oil and Gas Sector, AlphaValue, with professional address at 48, boulevard des Batignolles, F-75017 Paris (France);

- Mr Pablo GARCIA GOMEZ, born on 5 February 1974 in Seville (Spain), general Manager, Carax AlphaValue, with professional address at Immeuble “Le Labor”, 30, Boulevard Princesse Charlotte, MC-98000 Monaco (Monaco); and

- Mr Hugo POU MENDEZ, born on 3<sup>rd</sup> June 1973 in Barcelona (Spain), Global Portfolio Manager, Andorra Bank Agricol Reig SA, with professional address at Carrer Manel Cerqueda i Escaler, 6, AD 700 Escaldes-Engordany, Principality of Andorra; and

2. the registered office of the Company is set at 6A, rue Gabriel Lippmann, L- 5365 Munsbach.

#### *Declaration*

The notary declares having verified the existence of the conditions required by the article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies for the establishment of a limited liability company and states explicitly that these conditions are met.

#### *Prevailing version*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

The document having been read to the appearing party's proxyholder, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le sixième jour de mai.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

#### ONT COMPARU:

- M. Pablo GARCIA GOMEZ, né le 5 février 1974 à Séville (Espagne), résidant professionnellement Immeuble “Le Labor”, 30 bvd Princesse Charlotte, 98000 Monaco;

- M. Alexandre ANDLAUER, né le 17 novembre 1984 à Stuttgart (Allemagne), résidant professionnellement 48, boulevard des Batignolles, F- 75017 Paris, France;

- M. Christophe HECKER, né le 22 mars 1984 à Saverne (France), résidant professionnellement 3, rue de l'Epeautre, F-67370 Schnersheim, France.

ici tous représentés par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de trois (3) procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

#### **I. Dénomination - Siège social - Objet Social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est UOI Management (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Munsbach, Grand- Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par une résolution du conseil de gérance de la Société (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 10.2 (vii) des présentes.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand- Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une résolution du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est d'être désignée et d'agir en tant qu'associé gérant commandité de UOI Real Estate SICAV-SIF un fonds d'investissement spécialisé soumis à la loi du 17 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisé, telle que modifiée.

3.2. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est établie pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant 1 (un) ou plusieurs associé(s).

## **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social de la Société est fixé à EUR 12.600,- (douze mille six cents euros), représenté par 126 (cent vingt-six) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à 1 (une) ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 10.2 (vii) des présentes.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît que 1 (un) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus de 1 (un) associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les 3/4 (trois-quarts) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès d'un associé doit être approuvée par les associés représentant les 3/4 (trois-quarts) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social de la Société et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

## **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Nomination et révocation des gérants.**

7.1. La Société est gérée par au moins 3 (trois) gérants nommés par l'assemblée générale des associés, qui fixent la durée de leur mandat. Les gérants constituent le Conseil.

Le Conseil doit être composé d'au moins un gérant de classe A (Gérant A) et un gérant de classe B (Gérant B).

Les gérants peuvent ne pas être des associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une résolution des associés.

#### **Art. 8. Pouvoirs des gérants et réunion du Conseil.**

##### **8.1. Pouvoirs**

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social décrit à l'article 3.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par une résolution du Conseil à 1 (un) ou plusieurs agent(s) pour des tâches spécifiques.

##### **8.2. Procédure**

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui, en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins 24 (vingt-quatre) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion avant ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration écrite à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil peut élire un président parmi ses membres, et le Conseil peut nommer un secrétaire parmi ses membres.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres (incluant au moins un Gérant A et un Gérant B) sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité globale des voix et par au moins 1 (un) Gérants A et 1 (un) Gérants B présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire de la réunion ou, si aucun président et secrétaire n'ont été nommés, par tous les gérants présents ou représentés.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions écrites signées par tous les gérants (les Résolutions Ecrites des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

### 8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un Gérant A et d'un Gérant B.

(ii) La Société est engagée vis-à-vis des tiers pour tous les actes dont la valeur n'excède pas EUR 5.000,- (cinq mille cents Euros) par la seule signature d'un Gérant A.

(iii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par une résolution du Conseil.

**Art. 9. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## IV. Associé(s)

### Art. 10. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

#### 10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Ecrites des Associés) si le nombre d'associés est inférieur ou égal à 25 (vingt-cinq).

(ii) Lorsque les résolutions sont adoptées par Résolutions Ecrites des Associés, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé signera la ou les résolutions. Les Résolutions Ecrites des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à 1 (un) vote.

#### 10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la 1/2 (moitié) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins 8 (huit) jours avant la date de l'assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations des Assemblées Générales.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter aux Assemblées Générales ou par consultation écrites des associés sont adoptées par les associés détenant plus de la 1/2 (moitié) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par consultation écrites des associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Lorsque les résolutions sont adoptées par consultation écrites, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre et un bulletin de vote devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé devra retourner son bulletin de vote dans les conditions prévues par le Conseil.

(viii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les 3/4 (trois-quarts) du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

**Art. 11. Associé unique.** Les dispositions de l'article 11 ne seront applicables que si, et que pour autant que, la Société a un associé unique.

11.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

11.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

11.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

## V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

### Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

12.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

12.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Ecrites des Associés dans les 6 (six) mois de la clôture de l'exercice social.

### Art. 13. Affectation des bénéfices.

13.1. 5 % (cinq pour cent) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint 10 % (dix pour cent) du capital social.

13.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

13.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

i. des comptes intermédiaires sont établis par le Conseil;

ii. ces comptes intermédiaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

iii. la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par le Conseil dans les 2 (deux) mois suivant la date des comptes intermédiaires;

iv. les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

v. si les acomptes sur dividendes distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1. La Société peut être dissoute et mise en liquidation à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant les 3/4 (trois-quarts) du capital social. Les associés nomment 1 (un) ou plusieurs liquidateur(s), qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, le ou les liquidateur(s) sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

14.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

## VII. Dispositions générales

### Art. 15. Divers.

15.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Ecrites des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés sont établies par écrit, envoyées par courrier postal, téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique aux Gérants en cas de Résolutions Ecrites des Gérants et aux associés en cas de Résolutions Ecrites des Associés.

15.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

15.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Ecrites des Gérants ou des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur 1 (un) original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

15.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.



*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2016.

*Souscription et libération*

Les statuts ainsi établis, les parties susmentionnées ont déclaré souscrire à l'entière des 126 (cent vingt-six) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) comme suit:

Christophe HECKER .....	42 parts sociales
Alexandre ANDLAUER .....	42 parts sociales
Pablo GARCIA GOMEZ .....	42 parts sociales
Total: .....	126 parts sociales

par un apport en numéraire d'un montant de EUR 12.600,- (douze mille six cents) euros de sorte que le montant de EUR 12.600,- (douze mille six cents euros) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

*Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

*Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont tenu une assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

1. les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

*Gérant A:*

- M. Rodrigo DE FREITAS-BRANCO, né le 23 juillet 1963 à Lisbonne (Luxembourg), Managing Director, Rodricks S.A., ayant son adresse professionnelle à 59, rue du Verger, L-2665 Luxembourg;

*Gérants B:*

- M. Christophe HECKER, né le 22 mars 1984 à Saverne (France), Gérant, US Oil Invest, ayant son adresse professionnelle à 3, rue de l'Epeautre, F-67370 Schnersheim, France;

- M. Alexandre ANDLAUER, né le 17 novembre 1984 à Stuttgart (Allemagne), Head of Oil and Gas Sector, AlphaValue, ayant son adresse professionnelle à 48, boulevard des Batignolles, F-75017 Paris (France);

- M. Pablo GARCIA GOMEZ, né le 5 février 1974 à Séville (Espagne), General Manager, Carax AlphaValue, ayant son adresse professionnelle à Immeuble "Le Labor", 30, Boulevard Princesse Charlotte, MC-98 000 Monaco (Monaco); et

- M. Hugo POU MENDEZ, né le 3 juin 1973 à Barcelone (Espagne), Global Portfolio Manager, Andorra Bank Agricol Reig SA, ayant son adresse professionnelle à Carrer Manal Cerqueda i Escaler, 6, AD 700 Escaldes-Engordany, Principauté d'Andorre;

2. le siège social de la Société est établi au 6A rue Gabriel Lippmann, 5365 Munsbach.

*Déclaration*

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions prévues par l'article 183 de loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales pour la constitution d'une société à responsabilité limitée et déclare explicitement que ces conditions sont remplies.

*Version prépondérante*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et demeure, ce mandataire a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/15196. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé):* Paul MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016108950/496.

(160081367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

**Aya Holdings S.A., Société Anonyme,  
(anc. Olimpia Partners S.A.).**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 205.815.

In the year two thousand and sixteen, on the tenth day of May.

Before Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of OLIMPIA PARTNERS S.A., with registered office at L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number B 205.815, incorporated by deed established by the undersigned notary on April 15<sup>th</sup>, 2016, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is presided by Sophie BECKER, private employee, residing professionally in Luxembourg,

The chairman appoints as secretary Johny SILVA FONSECA, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Johny SILVA FONSECA, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I) That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. Change the name of the company in «AYA HOLDINGS S.A.» and amendment of article 1<sup>st</sup> of the articles of incorporation of the company;

2. Conversion of the corporate capital of the Company into United States Dollars (USD) and suppression of par value of the shares;

3. Subsequent amendment of article 5 and 16 of the articles of incorporation of the company.

II) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares held by each of them are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the meeting, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, signed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

III) It appears from the said attendance list that all the shares representing the total capital are present or represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda of which the shareholders have been duly informed before the meeting. All the shareholders, present or represented, declare that they waive any and all procedures of convening.

After deliberation, the extraordinary general meeting adopts each time unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The Assembly decides to change the name of the company from «OLIMPIA PARTNERS S.A.» to «AYA HOLDINGS S.A.» and to amend the article 1<sup>st</sup> of the articles of incorporation of the company as follows:

“ **Art. 1.** There is hereby established a public limited company (“société anonyme”) under the name of “AYA HOLDINGS S.A.” (the “Company”), which will be governed by the present articles of association (the “Articles”) as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the “Law”).”

*Second resolution*

The Assembly decides to convert (i) the corporate capital of the Company into United States Dollars (USD) using the exchange rate of May 9, 2016 (i.e. EUR 1 = USD 1.14043), thus amounting to thirty-five thousand three hundred fifty-three US Dollars thirty-nine cents (USD 35,353.39), (ii) delete the par value of the shares and (iii) convert the authorised capital into five million US Dollars (5,000,000.- USD) by the creation and issue of additional shares without nominal value.

In consequence, the share capital is set at thirty-five thousand three hundred fifty-three US Dollars thirty-nine cents (USD 35,353.39) represented by thirty-one thousand (31,000) shares without nominal value.

*Third resolution*

As a consequence of the conversion of the corporate capital of the Company, the Assembly resolves to amend article 5 and 16 of the articles of association of the Company which shall be read as follows:

“ **Art. 5.** The Company has an issued capital of THIRTY-FIVE THOUSAND THREE HUNDRED FIFTY-THREE US DOLLARS THIRTY-NINE CENTS (USD 35,353.39) represented by THIRTY-ONE THOUSAND (31,000) shares without nominal value.

For the period foreseen here below, the corporate capital may be increased from its present amount up to five million US Dollars (5,000,000.- USD) by the creation and issue of additional shares without nominal value.



The authorized and the subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period of five years ending on the 5<sup>th</sup> anniversary of the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, of the present incorporation deed, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the Company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency, being understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified here-above and especially under the provisions of article 32-4 of the Law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the Company.

The Company may, to the extent and under terms permitted by the Law, redeem its own shares.”

“ **Art. 16.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by Law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Dividends may also be paid out of inappropriate net profit brought forward from prior years. Dividends shall be paid in US Dollars or by free allotment of shares of the Company or otherwise in specie as the directors may determine, and may be paid at such times as may be determined by the board of directors.

Payment of dividends shall be made to holders of shares at their addresses in the register of shareholders. No interest shall be due against the Company on dividends declared but unclaimed.”

Nothing else being on the agenda, that meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks english, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in english, followed by a french version; at the request of the same appearing parties, in case of divergences between the english and the french texts, the english version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le dix mai.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «OLIMPIA PARTNERS S.A.», établie et ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 205.815, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 15 Avril 2016, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Sophie BECKER, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Johny SILVA FONSECA, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Johny SILVA FONSECA, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre de jour:

1) Changement de la dénomination de la Société en "AYA HOLDINGS S.A." et modification subséquente de l'article 1<sup>er</sup> des Statuts.

2) Conversion du capital social de la société en dollars américains et suppression de la valeur nominale des actions;

3) Modification subséquente des articles 5 et 16 des statuts de la société.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre de jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir énoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de changer la dénomination de la Société de "OLIMPIA PARTNERS S.A." en "AYA HOLDINGS S.A." et de modifier subséquemment l'article 1<sup>er</sup> des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>**. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de «AYA HOLDINGS S.A.» (la «Société»), laquelle sera régie par les présents statuts (les «Statuts») ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»).»

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de (i) convertir le capital social de la Société en dollars des États-Unis (USD) en utilisant le taux de change du 9 mai 2016 (i.e. EUR 1 = USD 1,14043), soit un montant de trente-cinq mille trois cent cinquante-trois dollars américains et trente-neuf cents (USD 35.353,39), (ii) supprimer la valeur nominale des actions et (iii) convertir le capital autorisé en cinq millions de dollars américains (USD 5.000.000,-) par la création et l'émission d'actions supplémentaires sans désignation de valeur nominale.

En conséquence, le capital social est fixé à trente-cinq mille trois cent cinquante-trois dollars américains et trente-neuf cents (USD 35.353,39) représenté par trente et un mille (31.000) actions sans désignation de valeur nominale.

#### *Troisième résolution*

En conséquence de la conversion du capital social de la Société, l'Assemblée décide de modifier les articles 5 et 16 des statuts de la Société, qui seront remplacés par ce qui suit:

« **Art. 5.** La Société a un capital émis de TRENTE-CINQ MILLE TROIS CENT CINQUANTE-TROIS DOLLARS AMÉRICAINS ET TRENTE-NEUF CENTS (USD 35.353,39) représenté par TRENTE ET UN MILLE (31.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Pour la durée telle que prévue ci-après, le capital social pourra être porté de son montant actuel à CINQ MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS (5.000.000,- USD) par la création et l'émission d'actions supplémentaires sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 5<sup>ème</sup> anniversaire de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du présent acte de constitution à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires ou convertibles ou obligations avec bons de souscription, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ou obligations avec bons de souscription ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la Loi.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.»

« **Art. 16.** Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en dollars américains ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version française et la version anglaise, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: BECKER, SILVA FONSECA, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 mai 2016. Relation: ILAC/2016/15665. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé): MOLLING.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 19 mai 2016.

Référence de publication: 2016111904/204.

(160085009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

**Albatros Sustainable S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 206.085.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausend und sechszehn, den vierten Mai.

Vor dem amtierenden Notar Paul Bettingen, mit Amtswohnsitz in Niederanven, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist Erschienen:

Albatros Holding, (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), mit Sitz in Niederanven, noch nicht eingetragen im Handelsregister, hier vertreten durch Herr Jean-Pierre Dias, Angestellter, beruflich wohnhaft in Senningerberg, auf Grund einer ihm ausgestellten Vollmacht.

Besagte Vollmacht wird nach gehöriger „ne varietur“ Unterzeichnung, durch den Vollmachtnehmer und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben.

Die Komparentin, vertreten wie eingangs erwähnt, ersucht den amtierenden Notar die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche Sie hiermit gründet, zu beurkunden:

## Kapitel I. Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer

**Art. 1.** Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Albatros Sustainable“ gegründet (im Folgenden: die "Gesellschaft"), und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungen, dem Gesetz vom 18. September 1933 über Gesellschaften mit beschränkter Haftung, wie abgeändert, und dem Gesetz vom 28. Dezember 1992 über die Ein-Gesellschafter Gesellschaft mit beschränkter Haftung (hiernach die "Gesetze") und der hiernach folgenden Satzung (die "Satzung") unterliegt.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und das Halten von Beteiligungen in jedweder Form an bestehenden oder zu gründenden in- und ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen.

Die Gesellschaft darf insbesondere folgende Tätigkeiten im In- oder Ausland ausüben:

- den Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften oder Unternehmen durch Geldeinlage, Übertragung von Vermögensgegenständen, Verschmelzung oder auf jede andere zulässige Art und Weise; die Gründung von Gesellschaften oder Unternehmen; die Kreditaufnahme jeglicher Art unter allen rechtlich zulässigen Bedingungen, und insbesondere die Ausgabe von Schuldtiteln jeglicher Art;

- den Abschluss oder die Beteiligung an Finanzierungen oder die Einräumung von Sicherheiten für eigene Zwecke oder zugunsten von Gesellschaften oder Unternehmen, an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen hält oder die Teil der Unternehmensgruppe der Gesellschaft sind;

- die Kreditgewährung in jedweder Form an Gesellschaften oder Unternehmen, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die Teil der Unternehmensgruppe der Gesellschaft sind;

- Studien durchführen und technische, rechtliche, buchhalterische, finanzielle, kommerzielle und administrative oder geschäftsführungsbezogene Unterstützungsleistungen für Rechnung der Gesellschaften oder Unternehmen, in denen sie direkt oder indirekt Beteiligungen hält, die Teil der Unternehmensgruppe der Gesellschaft sind oder für Rechnung Dritter.

- Allgemeiner kann die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszwecks alle rechtlich zulässigen kommerziellen oder finanziellen Transaktionen durchführen, einschließlich aller auf Immobilien oder bewegliches Vermögen bezogenen Transaktionen.

Die Gesellschaft tätigt keine Transaktionen, die dazu führen, dass ihre Tätigkeit als im Bereich des Finanzsektors regulierte Tätigkeit angesehen wird.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft wird in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg, errichtet.

Er kann entsprechend der für eine Änderung der Satzung geltenden gesetzlichen Bestimmungen durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung ihrer Anteilhaber an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft (wie nachstehend in Artikel 10 dieser Satzung definiert) ist hingegen berechtigt den Sitz der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde zu verlegen.

Sollte eine Situation entstehen oder als unmittelbar bevorstehend erscheinen, die eine normale Tätigkeit am Sitz der Gesellschaft aus militärischen, politischen, wirtschaftlichen oder gesellschaftlichen Gründen verhindert, darf der Sitz der Gesellschaft vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis sich die Situation wieder normalisiert; solche zeitlich begrenzten Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche unabhängig von einer zeitlich begrenzten Verlegung des Sitzes eine Luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung zu einer Verlegung des Sitzes ins Ausland wird vom Verwaltungsrat getroffen.

Die Gesellschaft darf Büros und Zweigstellen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland errichten.

**Art. 4.** Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

## Kapitel II. Kapital - Anteile

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12,500) Anteile. Jeder Anteil hat einen Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-).

Zusätzlich zum Gesellschaftskapital darf eine Kapitalrücklage gebildet werden, in welche jegliches auf Anteile gezahltes Emissionsagio, einbezahlt wird. Der Betrag des Emissionsagios steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

**Art. 6.** Das Kapital darf gemäß Artikel 16 dieser Satzung jederzeit durch einen Beschluss des alleinigen Anteilhabers (wenn es nur einen Anteilhaber gibt) oder durch Beschluss der Generalversammlung der Anteilhaber (wenn es mehrere Anteilhaber gibt) verändert werden.

**Art. 7.** Jeder Anteil gewährt dem jeweiligen Inhaber einen Anteil am Vermögen und am Gewinn der Gesellschaft, im unmittelbaren Verhältnis zur Anzahl der existierenden Anteile.

**Art. 8.** Da je Anteil nur ein Inhaber zugelassen ist sind die Gesellschaftsanteile gegenüber der Gesellschaft unteilbar. Mitinhaber müssen eine einzelne Person als Vertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

**Art. 9.** Wenn es nur einen Anteilhaber gibt, sind die von diesem gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Wenn es mehrere Anteilhaber gibt, dürfen die Anteile, die von jedem Anteilhaber gehalten werden, unter Anwendung der Voraussetzungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes übertragen werden.

Zusätzlich willigt jeder Anteilhaber dazu ein, ohne die vorherige schriftliche Zustimmung des Verwaltungsrates (wie nachfolgend definiert), kein Sicherungsrecht an einem Anteil einzuräumen oder zu verpfänden.

### Kapitel III. Geschäftsführung

**Art. 10.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat (der "Verwaltungsrat" und jedes Mitglied ein "Geschäftsführer") mit mindestens zwei (2) Mitgliedern geführt. Die Mitglieder des Verwaltungsrates brauchen keine Anteilhaber zu sein.

Die Geschäftsführer werden auf unbestimmte Zeit ernannt. Jeder Geschäftsführer darf jederzeit, ungeachtet der Art und Weise seiner Ernennung, nur aus legitimen Gründen durch Beschluss von Anteilhabern, welche die Mehrheit der Anteile halten, entlassen werden.

**Art. 11.** Unbeschadet der Artikel 10 und 12 dieser Satzung hat der Verwaltungsrat Dritten gegenüber grundsätzlich unbeschränkte Befugnis unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Verwaltungshandlungen, Verfügungen und Maßnahmen auszuführen und zu genehmigen die dem Zweck der Gesellschaft entsprechen.

Alle Befugnisse, die weder von Gesetzes wegen noch durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung der Anteilhaber vorbehalten sind, fallen in die Kompetenz des Verwaltungsrates.

**Art. 12.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern oder durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers zusammen mit einer Person, der diese Befugnis durch den Verwaltungsrat eingeräumt wurde, verpflichtet.

**Art. 13.** Jeder Geschäftsführer darf seine Befugnisse für spezifische Aufgaben auf einen oder mehrere eigens zu diesem Zweck Beauftragte übertragen.

Jeder Geschäftsführer wird die Kompetenzen, das Entgelt (wenn ein solches vereinbart wird), die Dauer der Vertretungsbefugnis und jegliche andere relevanten Bedingungen dieser Beauftragung eines solchen Beauftragten festlegen.

**Art. 14.** Die Sitzungen des Verwaltungsrates werden durch mindestens einen Geschäftsführer einberufen. Wenn alle Geschäftsführer persönlich anwesend oder vertreten sind können sie auf alle Einberufungserfordernisse und -formalitäten verzichten. Sitzungen des Verwaltungsrates werden am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder einem anderen von dem Geschäftsführer oder dem Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmten Ort in Luxemburg abgehalten.

Jeder Geschäftsführer darf sich bei Sitzungen des Verwaltungsrates aufgrund einer schriftlichen oder durch Telegramm oder Telefax, Email oder Brief erteilten Vollmacht durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen. Ein Geschäftsführer darf auch einen anderen Geschäftsführer dazu bestimmen, ihn per Telefon zu vertreten, was schriftlich zu einem späteren Zeitpunkt bestätigt werden muss.

Beschlüsse des Verwaltungsrates sind rechtsgültig, wenn sie von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst werden.

Vorrichtungen für Videokonferenzen oder Telefonkonferenzen können zulässigerweise verwendet werden, wenn alle teilnehmenden Geschäftsführer in der Lage sind das Gesprochene zu hören und von allen teilnehmenden Geschäftsführern gehört zu werden, ob sie selbst diese Technologie verwenden oder nicht. Jeder so teilnehmende Geschäftsführer wird als persönlich anwesend erachtet und ist befugt per Video oder am Telefon abzustimmen.

Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch per Umlaufbeschluss gefasst werden, wenn sie schriftlich genehmigt und von allen Geschäftsführer unterzeichnet werden. Diese Genehmigung darf in einem gemeinsamen Dokument oder in mehreren separaten Dokumenten erfolgen, welche per Fax, Email, Telegramm oder Telex verschickt werden. Diese Beschlüsse haben dieselbe Gültigkeit wie Beschlüsse die auf Sitzungen des Verwaltungsrates getroffen werden, welche körperlich abgehalten werden.

Stimmen dürfen auch per Brief, Fax, Email, Telegramm, Telex oder am Telefon abgegeben werden, vorausgesetzt, dass im letzteren Fall die Stimmabgabe schriftlich bestätigt wird.

Das Protokoll einer Sitzung des Verwaltungsrates ist von allen bei der Sitzung gegenwärtigen oder vertretenen Geschäftsführern zu unterzeichnen. Auszüge sollen durch einen beliebigen Geschäftsführer oder durch eine von zwei beliebigen Geschäftsführern bestellte Person oder während einer Sitzung des Verwaltungsrates beglaubigt werden.

### Kapitel IV. Hauptversammlung der Anteilhaber

**Art. 15.** Jeder Anteilhaber darf an gemeinsamen Entscheidungen unabhängig von der von ihm gehaltenen Anzahl von Anteilen teilnehmen. Jeder Anteilhaber hat Stimmrecht entsprechend der von ihm gehaltenen Anteile.

Falls ein Anteilhaber alle Anteile hält, übernimmt er alle Befugnisse der Hauptversammlung der Anteilhaber, und seine Beschlüsse werden schriftlich festgehalten.

**Art. 16.** Versammlungen der Anteilhaber dürfen jederzeit von einem beliebigen Geschäftsführer einberufen werden, sonst durch Anteilhaber, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Solange die Anzahl der Anteilhaber fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, besteht keine Verpflichtung zum Abhalten von Versammlungen der Anteilhaber. In so einem Fall soll jeder Anteilhaber den genauen Wortlaut der Beschlüsse oder Entscheidungen erhalten und er soll seine Stimme schriftlich abgeben.



Sollte die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Anteilhaber haben, muss mindestens eine jährliche Hauptversammlung der Anteilhaber abgehalten werden.

Unabhängig von der Anzahl der Anteilhaber sind die Konten und die Gewinn- und Verlustrechnung den Anteilhabern für ihre Zustimmung vorzulegen. Die Anteilhaber sollen auch ausdrücklich darüber abstimmen, ob dem Verwaltungsrat Entlastung erteilt wird.

Gemeinsame Entscheidungen der Anteilhaber sind nur dann rechtsgültig getroffen, wenn sie von Anteilhabern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, gebilligt werden. Wenn diese Zahl bei einer ersten Versammlung oder einer ersten schriftlichen Befragung nicht erreicht wird, sollen die Anteilhaber ein zweites Mal einberufen oder per Einschreiben befragt werden. Entscheidungen können dann mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen werden, unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital.

Beschlüsse zur Abänderung dieser Satzung können nur von Anteilhabern, die gemeinsam drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in Übereinstimmung mit den rechtlichen Vorschriften, gefasst werden.

Darüber hinaus kann die Nationalität der Gesellschaft nur verändert und können die Verbindlichkeiten der Anteilhaber nur erhöht werden durch einstimmigen Beschluss aller Anteilhaber und in Übereinstimmung mit jeglichen rechtlichen Voraussetzungen.

### **Kapitel V. Geschäftsjahr - Konten**

**Art. 17.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

**Art. 18.** Am Ende jeden Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss der Gesellschaft festgelegt und der Verwaltungsrat fertigt eine Bestandsaufnahme an, welche Angabe über den Wert des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhaltet.

Jeder Anteilhaber darf den Jahresabschluss und die Bestandsaufnahme am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 19.** Der Bruttogewinn der Gesellschaft nach dem Jahresbericht nach Abzug allgemeiner Unkosten, Abschreibungen und Kosten entspricht dem Nettogewinn. Ein Betrag von fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft ist bestimmt für die rechtlich vorgeschriebene Reserve, bis diese Reserve zu einem Betrag von zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals angestiegen ist.

In dem Maße wie Geldmittel auf Ebene der Gesellschaft für eine Ausschüttung zur Verfügung stehen und in dem Maße, in dem das Gesetz und diese Satzung es zulassen, darf der Verwaltungsrat vorschlagen, dass Geldmittel für eine Ausschüttung zur Verfügung stehen.

Die Entscheidung über eine Ausschüttung von Geldmitteln und die Bestimmung des auszuschüttenden Betrages wird von der Hauptversammlung der Anteilhaber getroffen.

Der Vorstand darf jedoch entscheiden, zwischenzeitlich Gewinne auszuschütten. In einem solchen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre diesen zwischenzeitlichen Gewinnausschüttungen zustimmen und sie soll auf Vorschlag des Vorstandes und innerhalb der gesetzlich und von dieser Satzung vorgeschriebenen Grenzen entscheiden, ob, was nicht im Rahmen einer zwischenzeitlichen Gewinnausschüttung oder sonst wie ausgezahlt wurde, ausgezahlt werden soll.

### **Kapitel VI. Auflösung und Liquidation**

**Art. 20.** Der Tod eines Anteilhabers, die Aufhebung seiner staatsbürgerlichen Rechte, seine Insolvenz oder sein Bankrott, führen nicht die Auflösung der Gesellschaft nach sich.

**Art. 21.** Die Liquidation der Gesellschaft kann nur durch eine Mehrheit der Anteilhaber, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt, beschlossen werden.

Die Liquidation der wird von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Anteilhaber zu sein brauchen und welche von den Anteilhabern ernannt werden. Die Anteilhaber bestimmen auch über die Befugnisse und das Entgelt der Liquidatoren.

### **Kapitel VII. Anwendbares Recht**

**Art. 22.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung speziell geregelt sind, gelten die Regelungen des Gesetzes.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2016.

#### *Einzahlung der Anteile*

Alle Anteile wurden durch den alleinigen Gesellschafter, gezeichnet, und in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölf tausend fünf hundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

102711

*Kosten*

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt 1.050 Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

*Beschlussfassung Durch den Alleinigen Gesellschafter*

Anschließend hat die Komparentin folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Adresse des Gesellschaftssitzes befindet sich in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

2.- Zu Geschäftsführern des Verwaltungsrates werden folgende Personen auf unbestimmte Dauer ernannt:

- Frau Verena von Wartenberg geb. Heinemann, Angestellte, geboren in Möxter, am 29. April 1974, mit beruflicher Adresse in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, Luxembourg.

- Herr Götz Sylim, Angestellter, geboren in Pinneberg, am 20. Januar 1970, mit beruflicher Adresse in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, Luxembourg.

Der Notar hat die Erschienene darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was die Erschienene ausdrücklich anerkennt.

*Bevollmächtigung*

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde der anwesenden Person, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die anwesende Person zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

**English translation of the articles:**

In the year two thousand and sixteen, on the fourth day of May.

Before Us Maître Paul Bettingen, notary residing at Niederanven, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

Albatros Holding, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Luxembourg, not registered with the trade and companies register of Luxembourg, here represented by Mr. Jean-Pierre Dias, professionally residing in Niederanven, by virtue of a power of attorney delivered to him.

Said power of attorney, signed „ne varietur“ by the appearing and the officiating notary, shall remain attached to the present deed.

This appearing party requests the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a limited liability company, ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung"), as follows:

**Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration**

**Art. 1.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Albatros Sustainable" which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended, the law of 18 September 1933 on the limited liability companies, as amended and the law of 28 December 1992 about the one-shareholder limited liability company (hereafter the "Laws"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

**Art. 2.** The Company's corporate object is to take participations, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

The company may in particular perform the following activities in the domestic or the foreign countries:

- The acquisition of participations in companies or undertakings; transfer of any assets; merging of companies by using all other fair and legal means; setting up of any companies or undertakings; the loan admission of every kind and under all legally allowed conditions, and in particular the issue of debt securities;

- The arranging of financing as well as the participation in the financing or the granting of securities for the benefit of companies or undertakings in which the company has direct or indirect investments or of the companies which are part of the group;

- The granting of loans in whatever form to companies or undertakings in which it has direct or indirect investments or which are part of the group;

- Establishment of studies and technical, legal, bookkeeping, financial, commercial and administrative or management related support services for calculations of the companies or undertakings in which it has direct or indirect investments and which are part of the group of the company or for third parties.

- Generally, the company may perform all commercial or financial transactions which are permissible by law and are in line with the articles of association including all transactions referring to real estates or movable property. The company conducts no transactions which could be seen as regulated activities in the area of financial sector.

**Art. 3.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven in the Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its unitholders deliberating in the manner provided for the amendments to the Articles.

However, the Board of Managers (as defined below in article 10 of the Articles) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the same municipality.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**Art. 4.** The Company is incorporated for an unlimited period.

### Chapter II. Capital - Units

**Art. 5.** The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) units. Each unit has a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

In addition to the corporate capital, capital reserves can be formed in which any premium, which has been paid on shares, shall be paid. The amount of the paid premium is freely available for the shareholders.

**Art. 6.** The capital may be changed at any time by a decision of the single unitholder (where there is only one unitholder) or by a decision of the general meeting of unitholders (in case of plurality of unitholders), in accordance with article 16 of the Articles.

**Art. 7.** Each unit entitles the holder thereof to a portion of the Company's assets and profits, in direct proportion to the number of units in existence.

**Art. 8.** Towards the Company, the Company's units are indivisible, since only one owner is admitted per unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 9.** In case of a single unitholder, the Company's units held by the single unitholder are freely transferable.

In case of plurality of unitholders, the units held by each unitholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

In addition, each unitholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any unit without the prior written consent of the Board of Managers (as defined below).

### Chapter III. Management

**Art. 10.** The Company is managed by a board of managers (the "Board of Managers" and each member a "Manager") of at least two (2) members. The members of the Board of Managers need not be unitholders.

The Managers are appointed for an unlimited period of time. Each Manager may be removed at any time, regardless of the method of their appointment, for legitimate reasons only, by a resolution of unitholders holding a majority of votes.

**Art. 11.** In dealing with third parties and without prejudice to articles 10 and 12 of the present Articles, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration and disposition acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of unitholders fall within the competence of the Board of Managers.

**Art. 12.** Towards third parties, the Company shall be validly bound by the joint signature of any two Managers or by the signature of a Manager and any person to whom such power shall be delegated by the Board of Managers.

**Art. 13.** Any Manager may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents. Any Manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

**Art. 14.** The meetings of the Board of Managers are convened by at least one Manager. In case all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities. Meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as the Manager or the Board of Managers may from time to time determine.



Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The resolutions of the Board of Managers are validly adopted if approved by a majority of the members of the Board of Managers, present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

Written resolutions of the Board of Managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the Board of Managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Managers' meetings, physically held.

Votes may also be cast by mail, fax, e-mail, telegram, telex, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any two Managers or during a meeting of the Board of Managers.

#### **Chapter IV. General Meeting of Unitholders**

**Art. 15.** Each unitholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of units which he owns. Each unitholder has voting rights commensurate with his unit holding.

In case of one unitholder owning all the units, it assumes all powers conferred to the general meeting of unitholders and its decisions are recorded in writing.

**Art. 16.** Unitholders meetings may always be convened by any Manager, failing which by unitholders representing more than half of the capital of the Company.

The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of unitholders does not exceed twenty-five. In such a case, each unitholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Should the Company have more than twenty-five unitholders, at least one annual general meeting must be held each year.

Whatever the number of unitholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the unitholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Board of Managers.

Collective decisions of unitholders are only validly taken insofar as unitholders owning more than half of the corporate capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the unitholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the unitholders owning at least three-quarters of the Company's corporate capital in accordance with any provisions of the Law.

Moreover, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its unitholders may be increased only with the unanimous consent of all the unitholders and in compliance with any other legal requirement.

#### **Chapter V. Financial year - Balance sheet**

**Art. 17.** The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

**Art. 18.** At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each unitholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 19.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's corporate capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by Law and by the Articles, the Board of Managers shall propose that funds available be distributed.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the unitholders.

The Board of Managers may however decide to pay interim dividends. In such case, the general meeting of unitholders shall ratify the interim dividends and shall, upon proposal from the Board of Managers and within the limits provided by Law and the Articles decide to distribute what has not been paid as interim dividends or otherwise.

## Chapter VI. Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the unitholders.

**Art. 21.** The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the unitholders representing three-quarters of the Company's corporate capital.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, unitholders or not, appointed by the unitholders who shall determine their powers and remuneration.

## Chapter VII. Applicable Law

**Art. 22.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitory provision*

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate 31<sup>st</sup> of December 2016.

### *Payment of the units*

All the units have been subscribed by the sole unitholder Albatros Holding SARL, prenamed, and totally paid up so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

### *Expenses*

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at 1050 Euros.

### *Decisions of the sole unit-owner*

Immediately after the incorporation of the company, the above-named unit owner took the following resolutions:

1.- The registered office is established at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

2.- The following are appointed as managers of the Board of Managers for an undetermined period:

Ms. Verena von Wartenberg (born Heinemann), employee, born in Höxter (D) on 29 April 1974 having her professional address at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

Mr. Götz Sylm, employee, born in Pinneberg (D), on 20 January 1970 having his professional address at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

The notary instructed the appeared party that a license to trade, concerning any business purpose, issued by the Luxembourgian government is required to conduct any commercial activity. This is confirmed by the appeared party.

### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in German followed by a English translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the German version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary, the present deed.

Gezeichnet: Jean-Pierre Dias, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 04 mai 2016. 1LAC / 2016 / 14748. Reçu 75.- €.

*Le Receveur* (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 13. Mai 2016.

Référence de publication: 2016109003/379.

(160082514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

---

**Pampero International Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 286.026,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 169.179.

—  
In the year two thousand and sixteen, on the twenty-seventh day of April,  
Before US Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- Angelus, a private limited liability company duly incorporated and validly existing under the laws of Russia, having its registered office at 26 A, Tverskoy boulevard, RUS - 125009 Moscow, Russia and registered with the public chamber of registration of Moscow under number 103613 (“Angelus”); and

- Amgenston Enterprises Limited, a private limited liability company duly incorporated and validly existing under the laws of Cyprus, having its registered office at 64, Omirou Street, Imperium Tower building, CY -3096 Limassol, Cyprus and registered with the Cyprus Registrar of Companies under number HE251235 (“Amgenston” and together with Angelus, the “Shareholders”).

Both represented by Mr. Mustafa NEZAR, lawyer, with professional address at 10 Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal on April 20, 2016.

The said powers of attorney signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing persons and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented by their proxyholder, have requested the undersigned notary to state as follows:

I. That Pampero International Finance S.à r.l., is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (*Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg*) under number B169.179 and incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer, notary then residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on May 24, 2012, published in the *Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations* number 1684 on July 4, 2012 (the “Company”).

II. That the articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed enacted by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on March 18, 2013, published in the *Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations* number 1353 on June 7, 2013 (the “Articles”).

III. That the share capital of the Company amounts to two hundred eighty-six thousand twenty-six Euros (EUR 286,026.-) and is represented by two hundred twenty-six thousand twenty six (226,026) ordinary shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each (the “Ordinary Shares”) and sixty thousand (60,000) income participating mandatory redeemable preferred shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each (the “IP MRPS”) all subscribed and fully paid-up.

IV. That Angelus is the holder of two hundred thirteen thousand five hundred twenty-six (213,526) Ordinary Shares.

V. That Amgenston is the holder of twelve thousand five hundred (12,500) Ordinary Shares and of all the IP MRPS.

VI. That the agenda of the meeting was the following:

#### *Agenda*

1. Waiver of prior notice right.
2. Creation of a class of preferred shares in the share capital of the Company.
3. Conversion of the existing sixty thousand (60,000) IP MRPS with a par value of one Euro (EUR 1) each, into sixty thousand (60,000) preferred shares of the Company with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.
4. Subsequent restatement of Articles 6, 6.1.1, 6.1.2, 8, 24 and 25 of the articles of association of the Company.
5. Miscellaneous.

VII. That, on basis of the agenda, the Shareholders took the following resolutions:

#### *First resolution*

The Shareholders noted that all the documentation produced to this meeting was put at their disposal within a sufficient period of time in order to allow them to examine it carefully. Therefore, the Shareholders acknowledged being sufficiently informed of the agenda, considered being validly convened and therefore agreed to deliberate and vote upon all the items of the agenda. As a result, the Shareholders unanimously resolved to waive their right to the prior notice for the current meeting.

#### *Second resolution*

The Shareholders resolved to create a class of preferred shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each in the share capital of the Company (the “Preferred Shares”).

The Preferred Shares shall confer to their holders the right to receive a preferential dividend, ranking in priority to any payment of dividend to the Ordinary Shares out of the profits and reserves of the Company available for distribution (the “Preferred Dividend”).

As a result of the creation of the Preferred Shares, the Articles of the Company shall be amended as reflected under resolution four below.

#### *Third resolution*

Further to the above resolution, the Shareholders resolved to convert the IP MRPS currently existing in the share capital of the Company into Preferred Shares.

The Shareholders further resolved that any and all amounts booked as share premium attached to the IP MRPS shall, as a consequence of the Conversion, be considered as share premium attached to the Preferred Shares and therefore be re-booked as such.

As a result of the foregoing, the Shareholders acknowledged that the share capital of the Company shall remain set at two hundred eighty-six thousand twenty-six Euros (EUR 286,026.-).

*Fourth resolution*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the Shareholders resolved to restate articles 6, 6.1.1, 6.1.2, 8, 24 and 25 in order to reflect the creation of Preferred Shares and the Conversion, as follows:

“ **Art. 6. Capital.** The Company's corporate capital is fixed at EUR 286,026 (two hundred eighty-six thousand twenty-six Euros) represented by 2 (two) classes of shares, as follows:

a) 226,026 (two hundred twenty-six thousand twenty-six) ordinary shares (the “Ordinary Shares”) with a par value of EUR 1 (one Euro) each; and

b) 60,000 (sixty thousand) preferred shares (the “Preferred Shares”) with a par value of EUR 1 (one Euro) each.

All the shares are fully subscribed and entirely paid up.

For the sake of clarity, the Ordinary Shares together with the Preferred Shares shall be referred to as the “shares”.

The corporate capital may be increased by the issuance of new shares.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. Any amount of share premium which has been paid in addition to the nominal value of the Ordinary Shares (the “Ordinary Share Premium”) shall remain attached to the Ordinary Shares and shall be designated as the “Ordinary Share Premium Account”. Any amount of share premium which has been paid in addition to the nominal value of the Preferred Shares (the “Preferred Shares Premium”) shall remain attached to the Preferred Shares and shall be designated as the “Preferred Shares Premium Account”. The amount of said premium accounts is at the free disposal of the shareholder (s).

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares. Redemptions of the shares of the Company shall be carried out by means of a resolution of the sole shareholder or where there is more than one shareholder by unanimous resolution of all the shareholders for the time being of the Company, who may attend personally or through representation at an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Such repurchase shall be subject to the following conditions:

- any repurchase of shares made by the Company may only be made out of the Company's distributable retained profits and free reserves,

- the repurchased shares will be immediately cancelled and the share capital reduced as a consequence thereof in accordance with the legal requirements.

“ **Art. 8. Rights and Duties attached to the shares.** Each share entitles its owner to one vote at the general meetings of the shareholders. If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the Articles to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

The creditors or successors of the sole shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the inventories of the Company and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.”

“ **Art. 24. Allocation of profits.**

(1) The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit (the “Net Profit”). An amount equal to five per cent (5%) of the Net Profit is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

(2) The general meeting of the shareholders of the Company shall determine how the remainder of the Net Profit shall be distributed.

(3) Subject to (1), the balance of the Net Profit may be distributed to the shareholders as follows:

- Preferred Shares confer on their holder(s) the right to receive a preferential dividend (the “Preferred Dividend”) ranking in priority to any payment of dividend to the holders of Ordinary Shares (the “Ordinary Shareholders”), as from 27 April 2016 being equal to ninety-eight per cent (98%) of the Net Profit.

The Preferred Dividend shall accrue on a daily basis and shall be payable annually in cash or in kind at the earliest on the date of the annual general meeting of the Company's shareholders (the “Preferred Dividend Date”) to the Preferred Shareholders registered on the Company's shareholders register.

- After the payment of the Preferred Dividend to the Preferred Shareholders, the Ordinary Shares confer on their holders the right to receive a dividend out of the remaining Net Profit (the “Ordinary Dividend”).

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends with respect to the Preferred Shares (the “Preferred Interim Dividend”) and the Ordinary Shares (“Ordinary Interim Dividend”), subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution.

Any manager may require, at his sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expenses. The payment of such interim dividends shall be first allocated to the payment of the Preferred Interim Dividend. For the purpose of interim dividends, Preferred Interim Dividend shall be calculated on the net income and gains accrued or received by the Company at the date of the establishment of interim financial statements as at the date of the distribution. The declaration of Preferred Interim Dividend shall be limited to the dividends accumulated on the Preferred Shares as at the day this decision is taken. The Ordinary Interim Dividend shall be limited to the distributable profits that are in excess of the profits necessary to declare the Preferred Interim Dividend. The total amount to be distributed may not exceed total distributable profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.”

“ **Art. 25. Dissolution - Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholder(s) or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Upon dissolution of the Company, subject to the prior payment of the Company's creditors and to the availability of funds, the holders of the Preferred Shares have a preferred right to the repayment of their contributions (i.e. Preferred Shares and preferred share premium) compared to the holders of Ordinary Shares and accrued dividend linked to the Preferred Shares and declared but not yet paid at that time.

The holders of the Ordinary Shares are not entitled to the repayment of their contribution (i.e.: Ordinary Shares and ordinary share premium) until all rights to repayment of the holders of Preferred Shares have been discharged. Should there be insufficient funds to pay entirely the preferred repayment right of Preferred Shares, available funds will be allocated to the holders of Preferred Shares pro rata their repayment rights. Finally, the remaining liquidation proceeds may be distributed to the Ordinary Shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

In case of liquidation losses, such losses will be supported by the holders of the Ordinary Shares and by the holders of the Preferred Shares, before creditors.” There being no further business, the meeting is terminated.

#### *Costs*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (EUR 1,400.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le vingt-septième jour d'avril,

Par devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **ONT COMPARU:**

- Angelus, une société à responsabilité limitée dûment constituée et valablement existante sous le droit russe, ayant son siège social au 26 A, Tverskoy boulevard, RUS - 125009 Moscou, Russie et immatriculée auprès de la chambre publique d'immatriculation de Moscou sous le numéro 103613 (“Angelus”); et

- Amgenston Enterprises Limited, une société à responsabilité limitée dûment constituée et valablement existante sous le droit Chypriote, ayant son siège social au 64, Omirou Street, Imperium Tower Building, CY - 3096 Limassol, Chypre et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Chypre sous le numéro HE251235 (“Amgenston” et avec Angelus, les “Associés”).

Toutes les deux représentées par Monsieur Mustafa Nezar, juriste, demeurant professionnellement au 10, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand- Duché de Luxembourg, en vertu de deux procurations données sous seing privé le 20 avril 2016.



Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentant d'acter comme suit:

I. Que Pampero International Finance S.à r.l., est une société à responsabilité limitée dûment constituée et valablement existante sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B169.179 et constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 24 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1684 le 4 juillet 2012 (la "Société").

II. Que les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 18 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1353 le 7 juin 2013 (les "Statuts").

III. Que le capital social de la Société s'élève à deux cent quatre-vingt-six mille vingt-six Euros (286.026.- EUR) représenté par deux cent vingt-six mille vingt-six (226.026) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un Euro (1.- EUR) chacune (les "Parts Sociales Ordinaires") et soixante mille (60.000) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables à revenus participatifs ayant une valeur nominale d'un Euro (1.- EUR) chacune (les "IP MRPS") entièrement souscrit et libéré.

IV. Qu'Angelus détient deux cent treize mille cinq cent vingt-six (213.526) Parts Sociales Ordinaires.

V. Qu'Amgenston détient douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales Ordinaires et tous les IP MRPS.

VI. Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Renonciation au droit de convocation préalable.

2. Création d'une classe de parts sociales préférentielles dans le capital social de la Société.

3. Conversion des soixante mille (60.000) IP MRPS existant ayant une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacun, en soixante mille (60.000) parts sociales préférentielles de la Société ayant une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune.

4. Reformulation subséquente des Articles 6, 6.1.1, 6.1.2, 8, 24 et 25 des statuts de la Société.

5. Divers.

VII. Que sur base de l'ordre du jour, les Associés ont pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les Associés ont confirmé que l'ensemble des documents produits lors de cette l'assemblée ont été mis à leur disposition au cours d'une période suffisante afin de leur permettre d'examiner attentivement chaque document. Par conséquent, les Associés ont reconnu avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour, ont considéré avoir été valablement convoqués et ont donc accepté de délibérer et de voter sur tous les points de l'ordre du jour. En outre, les Associés décident de renoncer à leur droit de recevoir une convocation à la présente assemblée.

#### *Deuxième résolution*

Les Associés ont décidé de créer une classe de parts sociales préférentielles ayant une valeur nominale d'un Euro (1.- EUR) chacune, dans le capital social de la Société (les "Parts Sociales Préférentielles").

Les Parts Sociales Préférentielles confèrent à leurs détenteurs le droit de percevoir un dividende préférentiel sur les bénéfices et les réserves distribuables de la Société, prioritaire sur tout paiement de dividendes aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires (le "Dividende Préférentiel").

En conséquence de la création des Parts Sociales Préférentielles, les Statuts de la Société seront modifiés conformément à la quatrième résolution ci-dessous.

#### *Troisième résolution*

Suite à la résolution précédente, les Associés ont décidé de convertir les IP MRPS existant dans le capital social de la Société en Parts Sociales Préférentielles (la "Conversion").

Les Associés ont aussi décidé que tout montant ayant été alloué au compte de prime d'émission attaché aux IP MRPS, sera par conséquent considéré comme une prime d'émission attachée aux Parts Sociales Préférentielles et sera donc réallouée en conséquence.

Suite aux résolutions précédentes, les Associés ont reconnu que le capital social de la Société restera fixé à deux cent quatre-vingt-six mille vingt-six Euros (286.026.- EUR).

#### *Quatrième résolution*

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, les Associés ont décidé de reformuler les Articles 6, 6.1.1, 6.1.2, 8, 24 et 25 afin de refléter la création des Parts Sociales Préférentielles et la Conversion, comme suit:



“ **Art. 6. Capital.** Le capital social de la Société est fixé à 286.026 EUR (deux cent quatre-vingt-six mille vingt-six Euros) représenté par 2 (deux) classes de parts sociales, comme suit:

a) 226.026 (deux cent vingt-six mille vingt-six) parts sociales ordinaires (les “Parts Sociales Ordinaires”) ayant une valeur nominale d'1 EUR (un Euro) chacune; et

b) 60.000 (soixante mille) parts sociales préférentielles (les “Parts Sociales Préférentielles”) ayant une valeur nominale d'1 EUR (un Euro) chacune.

L'ensemble des parts sociales sont entièrement souscrites et libérées.

A des fins de clarification, les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Préférentielles sont ci-après définies collectivement comme les “parts sociales”.

Le capital social pourra être augmenté par l'émission de nouvelles parts sociales.

En plus du capital social, il pourra être constitué un compte de prime d'émission, sur lequel la prime d'émission payée pour l'acquisition de toute part sociale sera transférée. Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale d'une Part Sociale Ordinaire (la “Prime d'Emission Ordinaire”) restera attaché aux Parts Sociales Ordinaires et sera dénommé “Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires”. Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles (la “Prime d'Emission des Parts Sociales Préférentielles”) restera attaché Parts Sociales Préférentielles et sera dénommé “Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Préférentielles”. Le montant de ce compte de prime d'émission est à la libre disposition des associés.

La Société peut, dans la mesure et sous les conditions permises par la loi, acquérir ses propres Parts Sociales Ordinaires. Les rachats des Parts Sociales Ordinaires de la Société seront décidés par la prise d'une résolution de l'associé unique ou, lorsque la Société dispose de plusieurs associés, par des résolutions prise à l'unanimité de tous les associés de la Société présents ou représentés lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés et de l'associé unique (selon le cas).

Un tel rachat sera soumis aux conditions suivantes:

- tout rachat de parts sociales par la Société sera fait uniquement à partir des profits retenus distribuable et des réserves disponibles.

- les parts sociales rachetées seront immédiatement annulées et le capital social de la Société réduit en conséquence conformément aux exigences légales.”

“ **Art. 8. Droits et Obligations attachés aux parts sociales.** Chaque part sociale confère à son propriétaire une voix à l'assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les Statuts à la collectivité des associés

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion implicite aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Les créanciers et successeurs de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas, pour quelques raisons que ce soient, ne peuvent en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, requérir que des scellés soient apposés sur les actifs et documents de la Société ou qu'un inventaire de l'actif soit ordonné en justice, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se référer aux inventaires de la Société et aux résolutions de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas.”

“ **Art. 24. Allocation of profits.**

(1) Les profits bruts de la Société reflétés dans les comptes annuels après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net (le “Bénéfice Net”). Un montant égal à cinq pourcent (5%) du Bénéfice Net est alloué à la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

(2) L'assemblée générale des associés de la Société devra déterminer comment la partie restante du Bénéfice Net doit être distribuée.

(3) Sous réserve du (1), le solde du Bénéfice Net peut être distribué aux associés comme suit:

- Les Parts Sociales Préférentielles confèrent à leur(s) détenteur(s) le droit de percevoir un dividende préférentiel (le “Dividende Préférentiel”), prioritaire sur tout autre paiement de dividendes aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires (les “Associés Ordinaires”), à compter du 27 avril 2016, équivalent à quatre-vingt-dix-huit pourcent (98%) du Bénéfice Net.

Le Dividende Préférentiel doit être calculé sur une base journalière et sera payable annuellement en numéraire ou en nature au plus tôt à la date de l'assemblée générale annuelle des associés de la Société (la “Date du Dividende Préférentiel”) aux Associés Préférentiels inscrits au registre des associés de la Société.

- Après le paiement du Dividende Préférentiel aux Associés Préférentiels, les Parts Sociales Ordinaires confèrent à leurs détenteurs le droit de recevoir un dividende sur le Bénéfice Net restant (le “Dividende Ordinaire”).

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes concernant les Parts Sociales Préférentielles (l'“Acompte sur Dividendes Préférentiels”) et les Parts Sociales Ordinaires (l'“Acompte sur Dividendes Ordinaires”), à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution.

Tout gérant pourra requérir à sa seule discrétion de la révision de ce bilan intérimaire par un réviseur indépendant aux frais de la Société. Le paiement de tels acomptes sur dividendes devra être premièrement alloué au paiement de l'Acompte

sur Dividendes Préférentiels. Dans le cadre des acomptes sur dividendes, l'Acompte sur Dividendes Préférentiels sera calculé sur base du revenu net et les gains cumulés ou reçus par la Société à la date de préparation des comptes intermédiaires au jour de la distribution. La déclaration d'un Acompte sur Dividendes Préférentiels doit être limitée aux dividendes cumulés sur les Parts Sociales Préférentielles au jour où la décision de distribuer un tel dividende est prise. L'Acompte sur Dividendes Ordinaires se limite aux profits distribuables excédant le profit nécessaire à l'Acompte sur Dividendes Préférentiels. Le montant total distribué ne doit pas excéder le montant total des profits distribuables réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.”

“ **Art. 25. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non nommés par le (s) associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

A la dissolution de la Société, sous réserve du paiement des créanciers de la Société et de la disponibilité des fonds, les détenteurs des Parts Sociales Préférentielles, ont un droit préférentiel au remboursement de leur apport (i.e. Parts Sociales Préférentielles et prime d'émission préférentielle) par rapport aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires et du dividende lié aux Parts Sociales Préférentielles cumulé ou déclaré mais non encore payé.

Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires n'ont pas de droit préférentiel au remboursement de leur apport (i.e. Parts Sociales Ordinaires et prime d'émission ordinaire) tant que tous les droits de remboursement des détenteurs de Parts Sociales Préférentielles n'ont pas été exécutés. S'il n'y a pas de fonds suffisants pour payer entièrement le droit préférentiel de remboursement des Parts Sociales Préférentielles, les fonds disponibles seront alloués aux détenteurs des Parts Sociales Préférentielles au prorata de leurs droits de remboursement. Enfin, le restant du boni de liquidation peut être distribué aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires au prorata de leur détention dans la Société.

En cas de pertes, ces pertes sont supportées premièrement par les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires, et ensuite, si nécessaire, par les détenteurs des IP MRPS, mais avant les créanciers.”

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### *Costs*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ mille quatre cents Euros (1.400.- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg le jour indiqué en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/14301. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur ff.* (signé): Carole FRISING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 19 mai 2016.

Référence de publication: 2016111920/325.

(160084474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.